

Chambre régionale d'agriculture BFC, Futura Sciences

L'élevage bovin lait de plaine



Une conjoncture économique exceptionnelle qui fait oublier une énième sécheresse

2022 est une année exceptionnelle, tant au niveau climatique qu'économique, et les systèmes laitiers de plaine sont particulièrement concernés.

Après un répit, une nouvelle sécheresse d'autant plus forte que précoce pénalise l'ensemble des récoltes et rend impossible le pâturage estival. Néanmoins, les stocks importants de 2021 permettent en général de passer le cap. Au-delà de la pénurie fourragère qui impose une réflexion sur les systèmes laitiers, 2022 marque un tournant au niveau économique. Les impacts du conflit russo-ukrainien sur les cours de l'énergie et des matières premières modifient tous les repères. Les exploitations laitières font face à une envolée des intrants majeurs (aliments et engrais), heureusement largement compensée par une forte majoration des prix du lait et de la viande. Les achats souvent anticipés d'engrais et d'aliments limitent l'explosion du coût alimentaire et permettent de tirer bénéfice de la conjoncture des prix de vente.

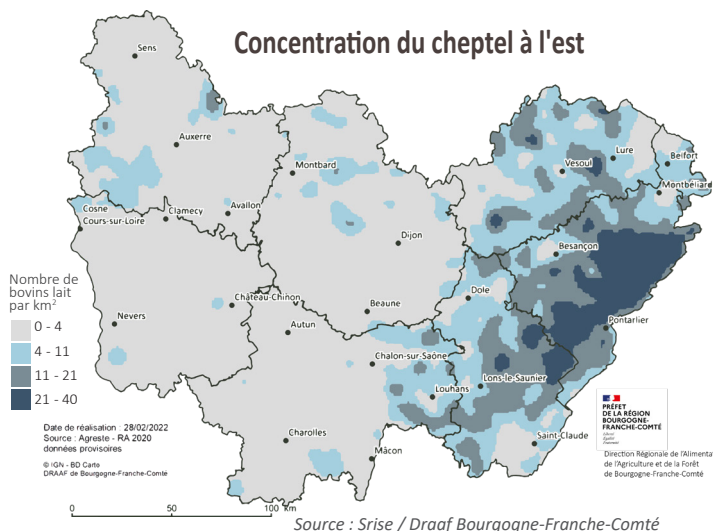
Cette embellie n'est cependant que provisoire. Début 2023, le prix du lait faiblit déjà fortement dans les pays voisins et l'engrais a été payé au prix fort fin 2022. Une nouvelle année climatique compliquée serait difficilement supportable pour de nombreux élevages.



Les chiffres de la filière

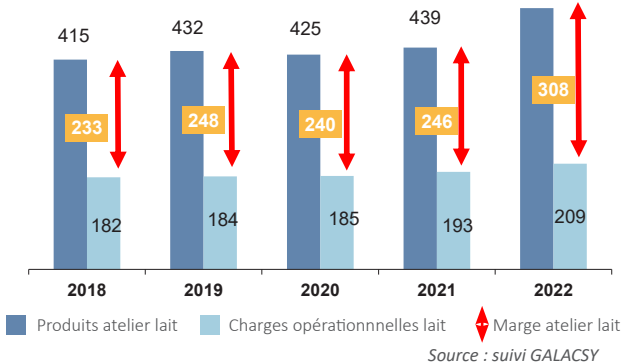


Sources : Srise / Draaf Bourgogne-Franche-Comté / Contrôle laitier / Comptes provisoires de l'agriculture 2021 / Cerfrance



Les prix des aliments semblent baisser mais les engrais ont été achetés au plus haut. Si le prix du lait suit la même tendance qu'ailleurs en Europe, le fameux « effet ciseau » pourrait bien se produire.

Une marge brute tirée par le prix du lait et de la viande (€ / 1 000 l)



Une conjoncture économique particulièrement favorable

Tiré par des cours mondiaux à la hausse du fait d'une production déficitaire, le prix du lait évolue modérément en début d'année, puis décolle en juillet pour atteindre le seuil des 500 € / 1000 l en octobre. Cette évolution est à relier à celle de la production. En début d'année, des cours des aliments en hausse, couplée à un prix du lait trop faiblement bonifié, n'encourage pas les éleveurs à compenser la qualité médiocre des fourrages 2021. La mise à l'herbe au printemps permet enfin de fortes productivités... rapidement contrariées par la sécheresse. Dès la fin août, des conditions plus clémentes et un prix du lait exceptionnel incitent les éleveurs à repousser les réformes et consolider les rations.

Le second semestre rattrape un mauvais début d'année et la plupart des élevages affichent une hausse de 5 % sur les livraisons annuelles (au regard d'une année 2021 peu productive).

Au niveau des charges, les engrais ont souvent été achetés en morte saison 2021, avant la hausse, alors que beaucoup d'éleveurs étaient « couverts » en aliments jusqu'à l'été. Des charges finalement relativement contenues permettent de dégager des niveaux de marges historiques.

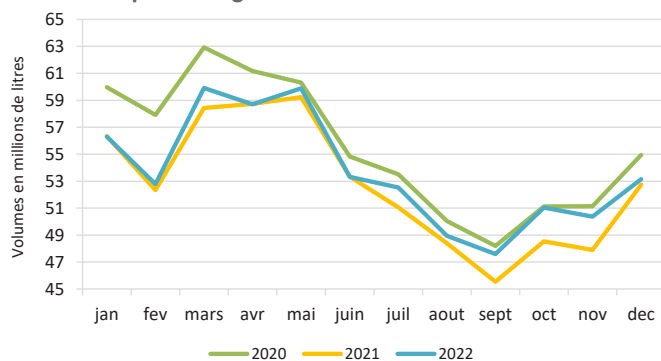
La campagne 2023 sera plus tendue. L'hiver sec est d'autant plus inquiétant que les stocks fourragers sont réduits.

Un gain de productivité et de taille de cheptel mais une érosion continue du nombre de producteurs

| | Lait (kg / VL) | Évol. (kg) | Nb VL | Évol. (%) | Nb livreurs | Évol. (%) | Livraison (millions de l) | Évol. (%) |
|--------------------|----------------|------------|-------|-----------|-------------|-----------|---------------------------|-----------|
| Côte-d'Or | 7 483 | 122 | 79,2 | +1 | 163 | -3 % | 88 | 4 % |
| Nièvre | 7 875 | 567 | 78,1 | +2 | 34 | 0 % | 16 | -4 % |
| Haute-Saône | 7 482 | -16 | 75 | +4 | 600 | -6 % | 296 | 1 % |
| Saône-et-Loire | 7 657 | 196 | 79,4 | +2 | 232 | -3 % | 126 | 6 % |
| Yonne | 8 214 | 127 | 83,9 | +0 | 139 | -6 % | 88 | -1 % |
| Territoire de B. | 7 832 | 211 | 83,5 | +8 | 60 | -6 % | 31 | 0 % |
| Zone de plaine BFC | 7 609 | 80 | 77,9 | +3 | 1 228 | -5 % | 645 | 1,9 % |

Sources : Conseils Élevages, données EDE, Srise/Draaf Bourgogne-Franche-Comté

Un début d'année difficile compensé par un regain sur le deuxième semestre



Source : Srise/Draaf Bourgogne-Franche-Comté



Bovins lait de plaine* (échantillon Cerfrance)

579 exploitations dont 2/3 spécialisées en lait et 1/3 en polyculture-élevage

177 ha de SAU dont 65 ha de SCOP

2,3 UMO dont 1,9 UTAF

76 vaches laitières

537 700 litres de lait vendus en 2022

454 € / 1 000 l

*Lait de plaine : lait hors AOP massif jurassien

L'amélioration des cours s'accroît, couvrant une hausse des charges contenue

Le déséquilibre entre offre et demande en 2022 entraîne les prix dans une hausse inédite. Les producteurs réussissent à accroître leur troupeau et à améliorer la productivité par vache. Le chiffre d'affaires de la vente de lait est donc en hausse de 20 % par rapport à 2021. Les produits liés à la vente de viande et des cultures profitent également de cours extrêmement porteurs. Ils progressent respectivement de 25 % et 23 %.

La hausse des produits permet de couvrir celle des charges. Celle-ci est également contenue par les stratégies d'achat des éleveurs. Leurs stocks d'engrais et d'aliments constitués à l'automne 2021, et les contrats leur permettent de retarder les effets de l'explosion des coûts de 2022.

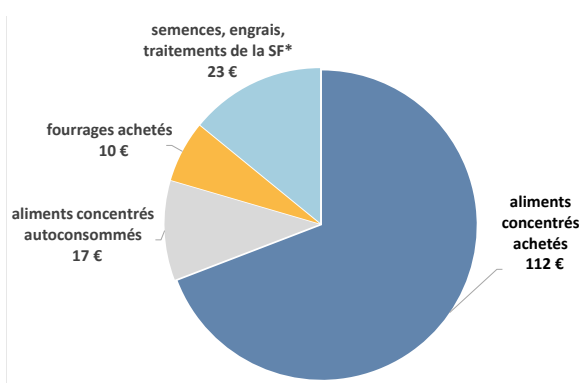
L'autonomie, une stratégie permettant de limiter l'impact de l'inflation

Les exploitations laitières de la région pourraient valoriser l'équilibre entre élevage et cultures pour limiter les achats d'aliment et d'engrais, mais n'optimisent pas toujours les synergies possibles entre ateliers. Ainsi, en Haute-Saône en 2021, seuls 7 % des exploitations laitières réussissent à limiter les achats de concentrés et de fourrage pour qu'ils ne dépassent pas la moitié du coût alimentaire (= achat de concentrés et de fourrage + autoconsommation de céréales + intrants de la SF). Dans ce département, pour les éleveurs laitiers, l'engrais coûte 223 € par hectare de SCOP en 2021, soit seulement 10 € de moins que pour les céréaliers. L'apport d'engrais organique pourrait être mieux valorisé, ainsi que les céréales produites dans la ration, afin de rendre les exploitations d'élevage moins dépendantes aux intrants.

Les élevages spécialisés de Bourgogne-Franche-Comté sont moins productifs (238 800 l / UMO) que la moyenne française des élevages de plaine (300 800 l / UMO)*. Les agriculteurs doivent donc être vigilants au maintien de la marge, ne pouvant compter sur une dilution des charges aussi importante que dans d'autres régions.

*Le groupe des éleveurs spécialisés Bourgogne-Franche-Comté et France sont relativement comparables en termes de main d'œuvre (respectivement 2,22 et 2,37 UMO) et de SCOP (35 ha et 28 ha). Les différences de productivité sont dues à un moindre nombre de vaches / UMO (35 VL / UMO et 38 VL / UMO) et à une moindre productivité par vache (7 000 et 7 800 l / VL). Ces différences sont compensées en partie par un atelier culture légèrement plus grand et par une marge lait plus élevée. Source Cerfrance et Inosys réseau d'élevage.

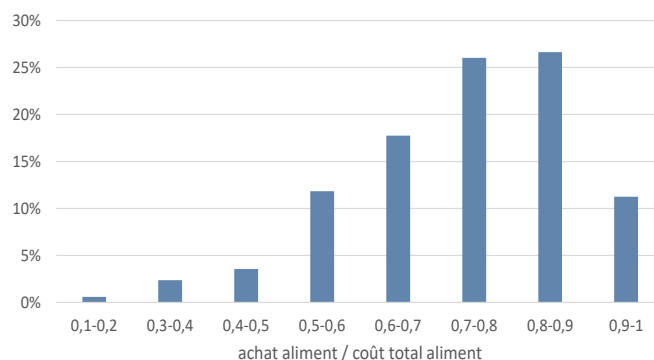
Coût alimentaire / 1 000 l en 2021



*Le coût des fourrages produits sur l'exploitation est sous-estimé, car il ne prend pas en compte le coût du matériel, du carburant et des bâtiments de stockage.

Source : Cerfrance

Dispersion des exploitations de Haute-Saône en fonction de leur autonomie alimentaire - 2021



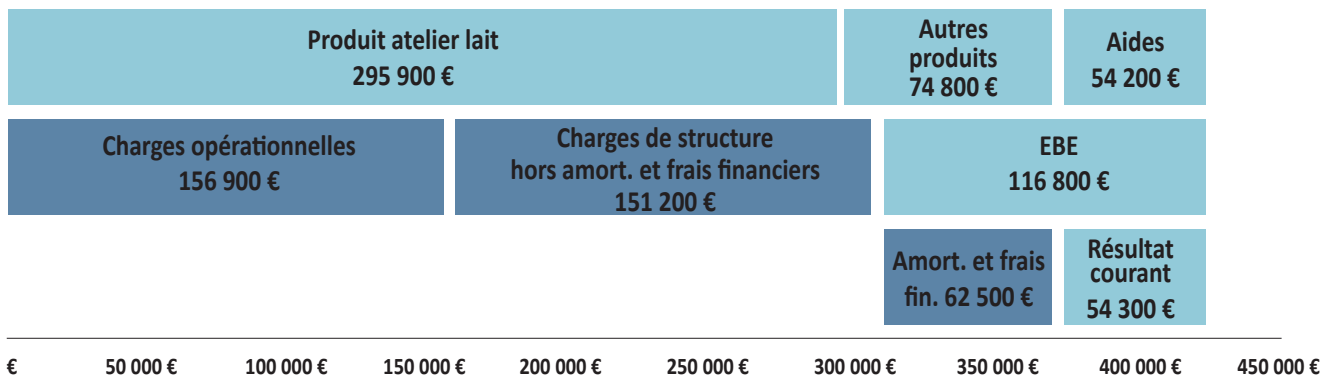
Source : Cerfrance



Des résultats confortables

En moyenne sur l'ensemble du groupe, les éleveurs parviennent à améliorer leur EBE de 11 % par rapport à 2021. Le résultat courant s'établit à 29 600 € / UTAF pour les spécialisés, quand les polyculteurs-éleveurs arrivent à un résultat courant de 55 800 € / UTAF grâce à l'excellente conjoncture pour cultures. La hausse du résultat courant est de 17 % en moyenne sur l'ensemble du groupe.

Construction du résultat courant des exploitations Lait de plaine en 2022



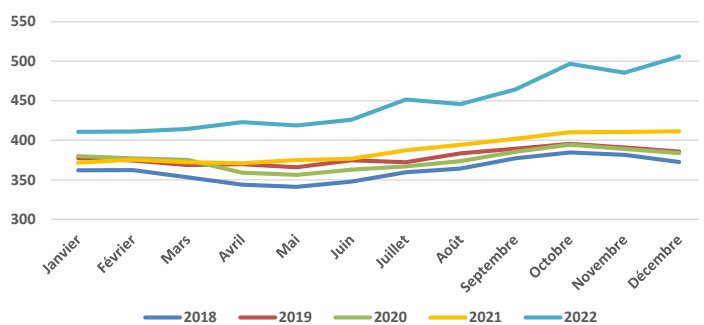
Source : Cerfrance

Attention à l'effet retard

Les éleveurs peuvent profiter de cette conjoncture pour se désendetter, le taux d'endettement moyen étant de 47 %, et constituer une épargne de précaution. Les investissements doivent être envisagés avec prudence. La hausse des prix du matériel et des bâtiments, et des taux d'intérêt rend leur rentabilité plus incertaine. D'autre part, un tassement du prix du lait dégraderait fortement les résultats de 2023, la hausse des intrants étant plus sensible sur cet exercice. Il faut donc renforcer le fonds de roulement pour pouvoir faire face à ce retournement de tendance prévisible. A moyen terme, ces effets pourront être partiellement jugulés par une maîtrise des charges de structures (tels que les amortissements du matériel et des bâtiments), bien que cette stratégie ne puisse être aussi réactive que la variation des cours.



Une envolée exceptionnelle du prix du lait (€ / 1 000 l)



Source : Srise/Draaf Bourgogne-Franche-Comté

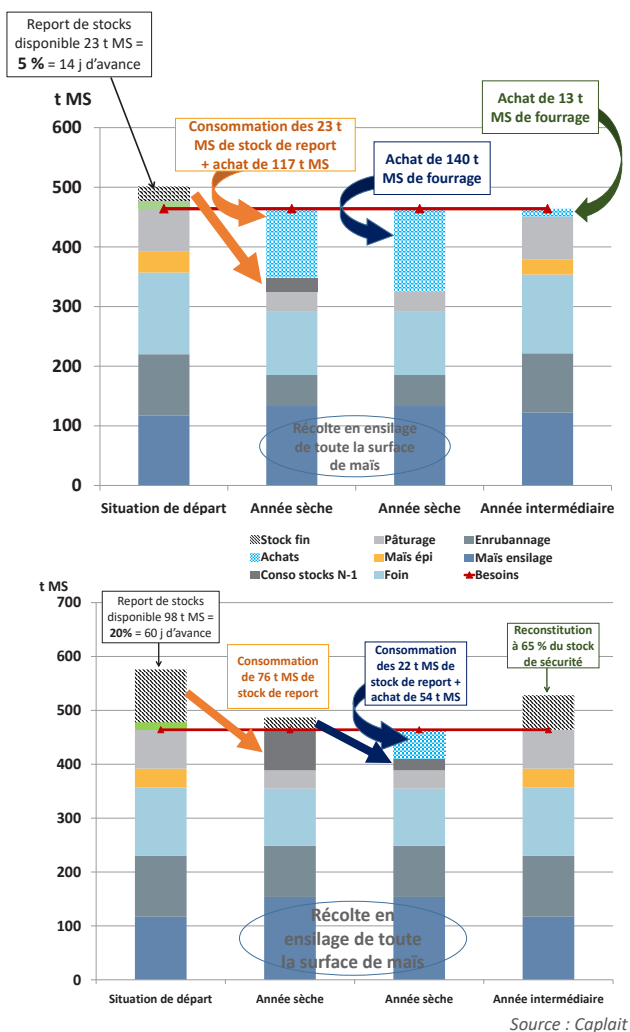
ZOOM

DES SYSTÈMES FOURRAGERS À SÉCURISER FACE À LA FRÉQUENCE DES ANNÉES DIFFICILES

Le groupe régional Caplait(*) a réalisé des simulations pour approcher l'impact économique de deux années climatiques difficiles sur le bilan fourrager d'exploitations type. Une marge de sécurité de 2 mois de consommation (20 % de report de stock) ne permet pas de compenser les déficits cumulés, mais abaisse de moitié les coûts par rapport à un système tendu (5 % de report). Quel que soit le système fourrager et à même niveau de sécurité fourragère (20 %), une année sèche coûte 70 € / vache / an. La même stratégie coûte 140 € / vache / an pour deux années sèches consécutives.

*Caplait réunit les organismes de conseil de la région BFC (CA, ECEL, Cerfrance, IDELE) afin d'élaborer des références technico économiques pour les systèmes lait de plaine

Détail des fourrages consommés dans un contexte climatique d'enchaînement d'années sèches avec 5 ou 20 % de sécurité fourragère au départ



Cas type maïs/herbe : 1,5 UMO, 109 ha de SAU (dont 68 ha d'herbe, 15 ha de maïs fourrage, 10 ha en cultures), 114 UGB dont 68 VL pour 467000 l de lait vendu

Hypothèses d'impact de la sécheresse sur les rendements fourragers (contexte type 2018 ou 2022)

- Légère diminution de la pousse de l'herbe au printemps (-6 % sur le rendement)
- Pousse d'herbe stoppée en été et en automne (pas d'herbe valorisée au pâturage, pas de deuxième coupe)
- Peu d'impacts sur le rendement des céréales (sols favorables)
- Diminution importante des rendements en maïs ensilage (-30 %) compensée en partie par une utilisation différente des surfaces en maïs

Un impact économique majeur sans stock de sécurité

L'absence de sécurité fourragère coûte très cher. Au regard de la fréquence des épisodes de sécheresse, il est recommandé de s'assurer 30 % de report de stocks. La recherche de marge de sécurité par la constitution de stocks est économiquement plus rentable que de combler les déficits par des achats de fourrages ou par la réduction du cheptel.

| | Sécheresse | Perte totale en € | Perte en € / VL / an | Perte en € / 1 000 l / an |
|---------------------------------------|------------|-------------------|----------------------|---------------------------|
| Maïs dominant* 20% de sécurité | 1 an | - 15 180 | - 70 | - 8 |
| | 2 ans | - 45 430 | - 140 | - 16 |
| Maïs-herbe 5% de sécurité | 1 an | - 29 655 | - 218 | - 32 |
| | 2 ans | - 57 710 | - 283 | - 41 |
| Maïs-herbe 20% de sécurité | 1 an | - 9 837 | - 72 | - 11 |
| | 2 ans | - 28 718 | - 149 | - 20 |

* Système maïs dominant : 3 UMO, 231 ha de SAU (dont 61 ha d'herbe, 50 de maïs fourrage, 120 en cultures), 108 VL à 9250 kg, 927 000 l de lait vendu, 40 génisses élevées par an vèlant à 28 mois, 194 UGB

Source : Caplait